



Crispations dans la dernière ligne droite du "Grenelle de l'environnement"

Il y a 11 heures

PARIS (AFP) — Des crispations se font jour dans la dernière ligne droite des négociations en vue du "Grenelle de l'environnement", les organisations écologistes s'inquiétant notamment du flou du processus de décision censé permettre d'accoucher des "mesures concrètes" prévues.

L'Alliance, la Fondation Nicolas Hulot et France nature environnement (qui fédère la plupart des associations française de protection de la nature) ont adressé une lettre ouverte au ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo pour lui demander des éclaircissements.

Plus d'articles

[OGM: propositions de France Nature Environnement et de la ...](#)
AFP - 8 sep 2007

[Les OGM alimentent le débat](#)
Localtis.info - Il y a 11 heures

[Grenelle: une future loi sur les OGM](#)
Journal de l'environnement (Abonnement) - Il y a 18 heures

[Tous les articles »](#)

"Les discussions sont très dures" au sein des groupes de travail entre les représentants de l'Etat, des ONG, des syndicats, des collectivités locales et du patronat, a indiqué mardi Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace France, lors d'une conférence de presse de l'Alliance pour la planète, un collectif de quelque 80 associations.

"L'impréparation de ce Grenelle est suspecte", a-t-il ajouté, soulignant n'avoir "aucune visibilité sur la méthode" retenue par le gouvernement pour accoucher de la vingtaine de "mesures concrètes" promises.

L'Alliance, la Fondation Nicolas Hulot et France nature environnement (qui fédère la plupart des associations française de protection de la nature) ont adressé une lettre ouverte au ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo pour lui demander des éclaircissements.

"On ne sait pas comment va se passer la négociation finale, on ne sait pas non plus comment vont se dérouler les consultations régionales", a martelé M. Jadot.

Les associations craignent une "désorganisation qui permettrait que le paquet de mesures soit décidé en dehors de collèges" représentés au sein des groupes de travail.

Ces groupes (climat et énergie, biodiversité, environnement et santé, démocratie écologique, production et consommation durables, emploi et compétitivité, OGM) doivent rendre leurs conclusions fin septembre. Celles-ci devront être enrichies par la consultation du grand public, via internet et lors de réunions en région au cours de la première quinzaine d'octobre.

Le ministère présentera ensuite les idées retenues lors d'une table ronde fin octobre.

"On n'a pas de tracé précis de l'évolution du Grenelle jusqu'au bout. Il paraît que tout doit être terminé pour le 24 ou le 25 octobre", a commenté Daniel Richard, président du Fonds mondial pour la nature (WWF France).

Les dates des 25 et 26 octobre sont également envisagées du côté des pouvoirs publics.

"Le gouvernement ne nous donne pas le chemin. La température monte. Il se peut que nous sortions d'un groupe ou même de plusieurs", a prévenu M. Richard.

Sur la question des organismes génétiquement modifiés (OGM), qui fait l'objet d'un intergroupe de travail spécifique, les risques de blocage sont réels, les associations exigeant un moratoire sur les cultures en plein champ, ce que refusent agriculteurs et semenciers.

Concernant le climat, ONG et syndicats présentent un front uni contre la réduction annoncée des capacités de fret ferroviaire, "un mauvais signal" envoyé par la SNCF, "incompatible avec le Grenelle", selon l'Alliance.

Le nucléaire suscite une hostilité partagée par l'ensemble des associations qui réclament toujours l'abandon du projet de construction du réacteur nucléaire de 3ème génération, l'EPR, à Flamanville (Manche).

D'autres pistes sont étudiées: réduction de la vitesse de 10 km/h sur tous les axes routiers, renforcement de l'isolation thermique dans l'habitat selon des modalités encore en discussion.

"C'est l'ensemble de la plateforme que nous voulons défendre. Il n'est par exemple pas

question de s'accrocher aux OGM pour céder sur le nucléaire. Les mesures que nous proposons sont toutes importantes", a assuré François Veillerette, président du Mouvement pour les droits et le respect des générations futures (MDRGF).



[Copyright](#) © 2007 AFP. Tous droits réservés.